



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 3

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2024

Document d'action Programme d'appui à la mise en œuvre du Plan d'action national de la résolution 1325 - Femme, paix et sécurité au Tchad

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. 1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui à la mise en œuvre du Plan d'action national de la résolution 1325 - Femme, paix et sécurité au Tchad Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62445 Financé au titre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui Sous l'Initiative Équipe Europe (IEE) pour le Tchad « Villes secondaires vertes », l'action s'inscrit dans les flagships 'Corridor stratégique Ndjaména-Douala' du Global Gateway et 'Cohabitation pacifique' au Tchad.
3. Zone bénéficiaire de l'action	Afrique de l'Ouest, le Tchad Zones : L'action sera mise en œuvre dans 2 régions prioritaires pour nos actions en format Équipe Europe+ (EE+) : les villes secondaires dans le « Corridor stratégique » N'Djamena-Douala (Mayo Kebbi, Logone, Tandjile, Mandoul, Moyen Chari), et les zones frontalières dans l'Est du Tchad (Wadi Fira-Ouaddai-Sila) déstabilisées par la guerre au Soudan. Parmi ces zones, <u>3 à 4 provinces</u> les plus touchées par les violences seront ciblées.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	L'action (G2) s'articule autour du

	Domaine Prioritaire 1 : « Gouvernance, démocratisation, paix et sécurité » et contribuera à la mise en œuvre du <u>Gender Action Plan (GAP III)</u> , notamment en faveur du 5 ^{ème} domaine d'engagement prioritaire « Femme, paix et sécurité ».			
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine Prioritaire 1 : « Gouvernance, démocratisation, paix et sécurité » Code CAD 151 : Gouvernement et société civile Code CAD 152 : Conflit, paix et sécurité <u>Gender Action Plan (GAP III) :</u> 5ème domaine : « Femme, paix et sécurité »			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 5 : Égalité entre les sexes Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) ODD 10 (Réduction des inégalités)			
8. a) Code(s) CAD	15130 - Legal and judicial development (10%) 15170 - Women's rights organisations and movements, and government institutions (25%) 15180 - Ending violence against women and girls (25%) 15220 - Civilian peace-building, conflict prevention and resolution (15%) 16010 - Social protection (25%)			
8. b) Principal canal d'acheminement	2000 - <i>NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS (NGOs) AND CIVIL SOCIETY</i> (OS1 et OS2) 4100 - <i>United Nations agency, fund or commission (UN)</i> (OS3)			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climate <input checked="" type="checkbox"/> Social inclusion and Human Development <input checked="" type="checkbox"/> Gender <input type="checkbox"/> Biodiversity <input type="checkbox"/> Education <input checked="" type="checkbox"/> Human Rights, Democracy and Governance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif significatif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	handicapées @			
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif significatif
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif significatif
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 6 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 6 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Gestion directe par : Subventions Gestion indirecte avec:			

¹ Art. 27 NDICI

1.2 Résumé de l'action

Le Tchad a élaboré et adopté son premier Plan d'action national (PAN) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans un processus participatif et inclusif sous le leadership du Ministère de la femme et de la protection de la petite enfance. Le PAN reconnaît l'importance cruciale du rôle des femmes et des filles dans les efforts du Tchad pour rétablir la paix dans un contexte caractérisé par une insécurité persistante due à des menaces multiformes, à travers la promotion et le renforcement de la participation des femmes aux processus de dialogue, de paix et de réconciliation, et la protection de leurs droits conformément aux normes de la résolution 1325.

Pour répondre à ces défis, la présente action vise à soutenir la mise en œuvre de l'agenda Femme, paix et sécurité (FPS) promu par les Nations unies (NU) au Tchad. Le 1^{er} Plan d'action national (PAN), adopté par le gouvernement tchadien en janvier 2023, est basé sur les quatre axes de la résolution 1325 : 1) La participation des femmes aux processus de décision à tous les stades ; 2) La protection et la garantie de la sécurité, de l'intégrité physique et mentale et de l'indépendance économique des femmes et des filles, ainsi que le respect de leurs droits fondamentaux ; 3) La prévention de la non reprise des conflits et de toutes formes de violence structurelle ou physique à l'encontre des femmes et des filles ; 4) Le secours et le relèvement des femmes et de filles en période post-conflit y compris la justice transitionnelle.

L'action de l'UE s'alignera sur deux axes spécifiques, à savoir l'axe n°2 (protection) et n°4 (secours et relèvement), et sera mise en œuvre dans les 4 zones/provinces les plus touchées par des conflits et des insécurités, en synergie avec les actions de l'UE et en format Équipe Europe+ (EE+) : l'action ciblera (1) des villes secondaires dans le corridor stratégique N'Djamena-Douala et (2) des zones frontalières du Tchad déstabilisées par des conflits et violences dans les pays voisins à l'Est (Soudan), au Nord (Lybie), et/ou dans la région du Lac Tchad (à déterminer). L'action prévoit un axe de renforcement institutionnel, tant au niveau central qu'au niveau décentralisé, afin de renforcer la mise en œuvre effective du PAN1325, son appropriation par les détenteurs d'obligation et de contribuer à sa pérennisation. Dans chaque région, la mise en œuvre de ce programme sera articulée avec des actions déjà financées par l'UE pour générer des synergies et éviter un saupoudrage ; le recours aux subventions en cascade sera alors privilégié.

Les deux axes spécifiques n° 2 et n° 4 ont été choisis parce que les plus pertinents au contexte du Tchad, dans lequel la participation des femmes aux processus de décision (axe n° 1) est déjà prévue par certaines provisions législatives existantes et la prévention de la non-reprise des conflits fait déjà l'objet d'autres financements de l'UE (p.ex. le projet « Jeunesse en action pour l'avenir du Tchad ! », financé sur fonds FPI) et d'autres partenaires techniques et financiers (PTF).

Par ailleurs, le fait de concentrer les ressources financières limitées disponibles sur les deux axes choisis permettra d'avoir un impact transformationnel.

L'objectif général de l'action est de renforcer la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix au Tchad, conformément aux prescriptions de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité. Ainsi trois objectifs spécifiques (OS) seront déclinés comme suit :

- **OS1.** Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).
- **OS2.** Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.
- **OS3.** Renforcer les capacités nationales centrales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et décentralisées/locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.

L'action sera mise en œuvre, d'une part à travers deux ou plusieurs subventions en cascades octroyées à des organisations spécialisées de la société civile (OS1 et OS2), et d'autre part en gestion indirecte via une entité qui

sera sélectionnée sur la base de différents critères, notamment son expérience préalable et son expertise en la matière (OS3).

L'action est alignée sur le GAP III de l'UE, afin de s'intégrer dans les politiques de l'UE de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, au niveau politique et opérationnel et contribuera aux ODD 5 (égalité entre les sexes) et 16 (paix, justice et institutions efficaces), et avec la Feuille de route pour la société civile au Tchad 2021-2025 (priorité 3). Elle est en ligne avec la Stratégie globale avec l'Afrique de 2020, le Plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE (2022-2027) et la Stratégie intégrée de l'UE au Sahel (2021). L'action s'inscrit dans le cadre de la Politique nationale genre (PNG) 2017-2027, dans la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons », du Plan national de développement (PND) 2017-2021, ainsi que de la Stratégie nationale d'entrepreneuriat féminin (2022) et des axes 2 et 3 du Programme d'actions du gouvernement (PAG).

1.3 Zone bénéficiant de l'action

L'action interviendra au Tchad, dans le corridor stratégique N'Djamena-Douala, qui est un 'flagship structurant' Global Gateway (GG) pour la programmation présente et future de l'UE et dans les zones frontalières du Tchad déstabilisées par des conflits et violences dans les pays voisins à l'Est (Soudan), au Nord (Libye), et/ou dans la région du Lac Tchad (à déterminer).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Tchad, vaste pays sahélien, situé au cœur du continent africain, d'une superficie de 1 284 000 km² avec une population estimée à 18 millions d'habitants, présente des ressources naturelles importantes. Mais des décennies de crise, renforcées par les impacts du changement climatique, exposent la population du Tchad à des sérieux défis de pauvreté et vulnérabilité. La Banque Mondiale estime que 42,3 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'extrême pauvreté (\$2,15/jour par habitant, PPA 2017) reste également élevée dans le pays et a augmenté de manière significative, passant de 31,2 % en 2018 à 35,4 % en 2023. L'économie du Tchad repose sur le pétrole et le secteur agricole. Ce dernier emploie 80% de la population rurale et est pourtant sérieusement sous-financé par le budget publique. Le Tchad est le deuxième pays le moins avancé du monde en termes d'index de développement humain (2022).

Au niveau sécuritaire, les conflits les plus récurrents sont les conflits intercommunautaires (conflits autochtones allogènes, réfugiés et déplacés, conflits agriculteurs-éleveurs, conflits fonciers, les conflits liés aux retombées de l'exploitation minière, conflits tribalo-ethniques et dans une moindre mesure, les conflits interreligieux). Le climat de peur qui en résulte affecte les activités socio-économiques, les moyens de subsistance, la sécurité et l'environnement. À cela s'ajoute les problèmes régionaux notamment le courant d'extrémisme violent au Sahel et dans la région du Lac Tchad. Les défis environnementaux et les conflits liés à l'accès aux ressources, les défis démographiques et la pauvreté sont autant d'autres facteurs conducteurs de conflits. Par ailleurs, la crise soudanaise a provoqué un flux massif de nouveaux réfugiés et de retournés. Le Tchad accueillait quelques 450 000 réfugiés en provenance du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigéria. Mais les prévisions du gouvernement pour la fin d'année 2023 sont désormais dépassées avec 628 259 personnes déplacées au Tchad depuis le début du conflit interne au Soudan. Le HCR estime que 250 000 arrivées supplémentaires pourraient être enregistrées dans les six premiers mois de l'année 2024.

Au niveau politique, le Tchad est en train d'achever une phase de transition suite au décès du Président Idriss Déby Itno en 2021. Le gouvernement de transition a organisé un Dialogue national inclusif souverain (DNIS), qui s'est tenu en 2022 à N'Djamena. La feuille de route de la transition stipule de consolider la paix et l'unité nationale et de renforcer l'État de droit et la bonne gouvernance. En octobre 2022, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de N'Djamena, la capitale, et d'autres villes du sud pour protester contre le prolongement de la transition. Dans un rapport en date de février, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a déclaré

que 128 personnes avaient été tuées et 518 autres blessées.² Les résultats des récentes élections du 6 mai 2024, contestées sur base d'un manque de transparence, ont déclaré la victoire du candidat et Président de la transition sortant Mahamat Idriss Déby Itno. Les attentes de la population sont grandes en faveur de l'amélioration de la gouvernance, de l'inclusivité, de la réconciliation et d'une amélioration économique.

La situation des femmes et des filles est préoccupante. Le pays est classé à la 186ème position parmi 189 pays selon l'indice de la parité. Le phénomène des mariages précoces (52% des filles sont mariées à 16 ans) couplé au manque d'infrastructures sanitaires, a pour conséquence, un taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde. Le taux d'alphabétisation de la population de plus de 15 ans est de 22% (celui des femmes est de 14%). La pauvreté et le manque d'infrastructures sociales de base affectent particulièrement les femmes qui manquent de soins de santé et ont peu de chance d'accéder à l'école et à d'autres services. Elles n'ont pas de recours pour une prise en charge des survivantes de violence. La culture plus généralement promeut la soumission et la dépendance à leurs futurs conjoints ce qui brime leur potentiel à l'autonomisation. La même socialisation promeut chez les hommes une masculinité violente, possessive et oppressive. L'accès à la terre et aux ressources financières reste très faible pour les femmes qui manquent en même temps d'expériences et de compétences dans les domaines de la production et de la compétitivité économique. L'extrémisme violent et la radicalisation dans l'ensemble du Sahel comme aussi au Tchad constituent une menace à la dégradation des minimales avancées en matière de droits des femmes. Toute crise ne fait qu'empirer la situation des femmes et affaiblir leurs droits décrits ci-dessus.

Malgré ce tableau sombre, des facteurs positifs pourraient servir d'opportunités pour améliorer la situation des femmes. Le Tchad a ratifié de nombreux textes internationaux en faveur de l'égalité et dispose d'une politique nationale genre ainsi que de son plan d'action. Le pays s'est doté au niveau institutionnel d'un ministère en charge du genre et il existe des points focaux genre dans tous les ministères. Un système de quota convenu pourrait permettre une représentation effective des femmes dans les instances de prise de décision. Il existe également au niveau du pays un mouvement dynamique d'organisations de défense des droits des femmes et on note aussi l'émergence des entrepreneuses. Ces organisations ont toujours joué un grand rôle en faveur de la paix à travers des actions menées aussi bien au niveau national que communautaire. Elles sont également engagées en faveur d'une transition pacifique, inclusive et tenant compte du genre. En outre, le gouvernement de transition a répondu positivement à l'appel des femmes en intégrant 33% de femmes comme membres du Conseil national de transition (CNT).

Dans ce contexte, l'action cherchera à appuyer les engagements du Tchad au niveau international (CEDAW, ratifiée en 1995) et régional (Protocole de Maputo de l'Union Africaine sur les droits des femmes africaines), et particulièrement la mise en œuvre de son Plan d'Action National pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur l'Agenda Femmes Paix et Sécurité : le PAN 1325. Le PAN 1325 a été adopté officiellement au Tchad en janvier 2023 sous le haut patronage du Premier Ministre, ce qui témoigne d'une impulsion politique au plus haut niveau. Les ministères sectoriels se sont engagés sur les priorités à mettre en œuvre. Le processus a pris du temps mais a été conduit de manière participative. Ce plan est basé sur les leçons tirées de l'expérience du Tchad et des autres pays en matière de mise en œuvre de cette résolution. Les interventions seront structurées autour des 4 piliers de la résolution que sont : la participation, la prévention, la protection et le relèvement post-conflit. Ce PAN prend en compte les priorités nationales actuelles inscrites dans la stratégie nationale de développement (CREDD) et les stratégies liées à la paix et à la sécurité, ainsi que les enseignements tirés des interventions antérieures du système des Nations unies au Tchad et des bonnes pratiques d'autres pays. L'action cherchera à établir une cohérence entre la mise en œuvre du PAN 1325 et les priorités de la Politique nationale genre (PNG) 2017-2027, dans la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons », du Plan national de développement (PND) 2017-2021, et du nouveau PND 2024-2029, ainsi que de la Stratégie nationale d'entrepreneuriat féminin (2022) et des axes 2 et 3 du Programme d'actions du gouvernement (PAG).

L'action est alignée sur le GAP III de l'UE et particulièrement son axe thématique « Femmes, Paix et Sécurité », afin de s'intégrer dans les politiques de l'UE de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, au niveau politique et opérationnel et contribuera aux ODD 5 (égalité entre les sexes) et 16 (paix, justice et institutions efficaces). Elle est en ligne avec la Stratégie globale avec l'Afrique de 2020, le Plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE (2022-2027) et la Stratégie intégrée de l'UE au Sahel (2021).

² [Rapport mondial 2024: Tchad | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#)

2.2 Analyse des problèmes

La phase d'identification de cette action a mis en évidence une série de problématiques auxquelles l'action cherchera à répondre :

- Les femmes et les filles, tant les tchadiennes que les réfugiées, sont les principales victimes des violences et des conflits. Les violences envers les femmes et les filles sont utilisées comme arme de guerre. D'une part, ces violences sont faiblement signalées en raison de la peur des représailles, du manque de confiance dans les institutions et des barrières socioculturelles. Cela limite l'accès à la justice et à des mesures de protection efficaces pour les survivantes. Il est estimé que 44% des survivantes de violence n'ont pas recherché d'aide et n'ont parlé à personne des violences subies.³ Il est important de noter que le nombre d'incidents de violences basées sur le genre (VBG) au sein des populations des réfugiées rapportés durant l'année 2020 est de 1 242, ce qui est une augmentation de 4,5% par rapport à 2019 (1188).⁴ D'autre part, au-delà des traumatismes physiques, psychologiques et des stigmates de ce contexte sécuritaire, les conditions sociales et économiques des femmes et des filles se détériorent, en raison de leur accès limité à l'éducation, à la santé reproductive, à la gestion et au contrôle des ressources foncières et naturelles, ainsi que de leur très faible participation aux espaces de prise de décision. Un autre groupe en situation de grande vulnérabilité sont les femmes et filles en situation de handicap. Selon les données les plus fiables disponibles (2009) les femmes vivant avec un handicap représentent 0,99% de la population⁵. Tant les associations de défenses des droits des femmes que celles des personnes avec handicap dénoncent les VBG que subissent les femmes et filles en situation de handicap.⁶ Il n'existe malheureusement pas de données sur la situation des femmes et des filles réfugiées et déplacées en situation de handicap au Tchad. Néanmoins, les études et les données existantes au niveau global, montrent que les femmes et les filles en situation de handicap sont deux à cinq fois plus susceptibles de subir des violences que les autres femmes.
- Malgré un arsenal juridique et politique international assez développé pour les droits des femmes, ces instruments restent inconnus et faiblement appliqués au Tchad, et plus particulièrement au niveau local. De plus, les instruments de protection des droits des femmes sont « aveugles » au conflit, c'est-à-dire qu'ils ne reconnaissent pas le fait que les conflits aggravent les inégalités de genre, ni le rôle de l'inégalité du genre dans l'aggravation des conflits, ni le rôle des femmes dans leur résolution.⁷ De plus, la coexistence de plusieurs types de droits (coutumier, religieux et moderne) limite l'effectivité de l'application du principe d'égalité dans certaines situations.
- Les mécanismes liés à la prévention et à la prise en charge des VBG restent défaillants. Les services de soins holistiques sont limités, ce qui crée des obstacles à l'accès aux soins physiques et mentaux pour les survivantes de VBG. La prise en charge psychosociale demeure le service le plus accessible, mais de manière générale on note une baisse de financement pour la couverture des services de prise en charge des VBG. Cela impacte la qualité de la couverture. De plus, les mécanismes communautaires pour la prévention et la prise en charge des VBG sont faibles et peu exploités.
- Les femmes et les filles rencontrent des difficultés d'accès à la justice : Les femmes ont souvent une connaissance limitée de leurs droits, des lois et des mécanismes juridiques, en raison notamment d'un manque d'alphabétisation fonctionnelle et judiciaire. Leur manque de mobilité rend leur accès à la justice encore plus difficile, en raison d'absence de structures juridiques locales accessibles. À cela s'ajoute la difficulté d'accès à l'aide juridique. En effet, le Tchad ne compte qu'une centaine d'avocats pour une population de plus de 12 millions d'habitants, la grande majorité d'entre eux travaillant dans la capitale.^{8,9} Les femmes victimes de

³ AG Tchad, 2021

⁴ TCHAD-Violence basée sur le genre : Dashbord 202, Décembre 2020, Sources des données APLFT, CRT, UNHCR

⁵ <https://www.adry.up.ac.za/country-reports-2019/tchad>

⁶ <https://tchadinfos.com/tchad-la-jelaf-se-preoccupe-de-la-pratique-des-vbg-contres-les-femmes-handicapees/>

⁷ PAN 1325

⁸ [Chad: civil society is rallying together for better access to justice - Avocats Sans Frontières \(asf.be\)](https://www.asf.be/fr/actualites/chad-civil-society-is-rallying-together-for-better-access-to-justice)

⁹ UNDP and UNODC (2016) 'Global Study on Legal Aid: Country Profiles', New York, NY: United Nations, p. 109., Working Group on Customary and Informal Justice and SDG16+ (2023), Diverse pathways to people-centred justice: Report of the Working Group on Customary and Informal Justice and SDG16.3, Rome: IDLO

violences basées sur le genre sont généralement peu représentées devant les tribunaux, La judiciarisation des VBG et la réparation pour les victimes/survivantes reste donc très faible.¹⁰

- L'accès des femmes et des filles aux services sociaux de base dans les zones de conflit est restreinte. Au Tchad, 51% des femmes ont besoin d'une assistance humanitaire dans plusieurs secteurs notamment en matière de nourriture et de nutrition, de services de santé, d'abris, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que d'éducation de base pour les enfants.¹¹ Or, les programmes de développement et d'assistance humanitaire ne répondent pas toujours aux besoins spécifiques des femmes et ont un faible lien avec les questions de femmes, paix et sécurité.¹²
- Les femmes rencontrent de nombreux freins à leur autonomisation. Les mariages précoces, les VBG et le manque d'accès à l'éducation sont des causes directes de cette situation, limitant ainsi les opportunités économiques des femmes. Les femmes réfugiées, déplacées ou retournées sont particulièrement vulnérables, étant confrontées à des risques accrus tels que le mariage précoce et l'exploitation sexuelle pour pallier l'insuffisance des revenus des ménages¹³.
- Il existe aussi des enjeux liés à la gouvernance des questions d'égalité mais qui ne sont pas propres à ces questions, sinon qui relèvent en général des faiblesses institutionnelles au Tchad pour la mise en œuvre des politiques publiques et de l'action de l'État sur tout le territoire. De manière générale, il y a un manque de ressources (financières, matérielles, humaines, techniques, etc.), notamment au niveau territorial. La plupart des efforts sont concentrés dans la capitale, mais l'action de l'État peine à se déployer de manière efficace sur le territoire. Globalement, on note la faiblesse des ressources allouées aux initiatives de promotion du Genre et l'application mitigée des engagements en faveur du Genre. Les capacités des acteurs/agents dans tous les secteurs, ainsi que des mécanismes de Suivi/Evaluation et de réédition des comptes en vue de l'institutionnalisation du Genre sont très faibles (notamment concernant la collecte et remontée des données local/central). Au niveau des Ministères clés, l'intégration du Genre dans le processus de planification, de programmation et de budgétisation n'est pas effective.
- En ce qui concerne les plans et les actions multi-sectorielles, force est de constater que tant les mécanismes de coordination comme ceux de suivi des actions font défaut. Il y a donc des actions qui sont mises en œuvre dans les régions, souvent grâce à des bailleurs de fond et des ONG internationales, mais le lien avec ces plans d'action nationaux n'est pas établi et donc il n'y a aucun moyen d'assurer un suivi des actions sous les plans stratégiques multisectoriels.
- Défis de démarrage de la mise en œuvre du PAN 1325 : Le gouvernement avait promis que sa mise en œuvre se ferait en mode accéléré. Mais jusqu'à présent le démarrage n'est pas encore effectif alors que les partenaires techniques et financiers sont mobilisés pour soutenir le gouvernement. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce retard de démarrage dont : le fait que c'est la première fois que le Tchad a élaboré un plan d'action pareil et n'a pas encore d'expérience avec la coordination de sa mise en œuvre et a par conséquent a besoin d'appui ; certains décideurs ne maîtrisent pas encore les contours et l'importance de l'agenda FPS d'où un travail de sensibilisation encore nécessaire ; les défis de financement dans un contexte où le gouvernement est confronté à des besoins immenses dans différents secteurs fait que le PAN n'est pas encore priorisé dans les budgets de l'Etat.

Les parties prenantes identifiées pour la mise en œuvre de l'action et/ou ciblées par celle-ci sont les suivantes :

- Les détenteurs d'obligations :

Le Ministère de la femme et de la petite enfance (MFPE) a la mission de coordonner les interventions en matière d'égalité et d'équité de genre et de l'autonomisation de la femme à travers la Direction générale de la femme et de l'équité de genre (DGFE), en collaboration avec d'autres ministères sectoriels qui joueront un rôle important dans la mise en œuvre du PAN 1325, tels que le Ministère de la sécurité publique et de l'immigration et le Ministère de Justice et des Droits Humaines. Dans les provinces, le MFPE dispose de services décentralisés qui assurent à leur niveau la coordination, le suivi et l'évaluation des actions. Néanmoins, la fonctionnalité de ces mécanismes et leurs capacités à mener à bien leurs missions reste un défi majeur, en raison du manque de ressources humaines,

¹⁰ AG Tchad, 2021

¹¹ PAN 1325

¹² PAN 1325

¹³ Besoins humanitaires et plan de réponse Tchad, 2024

techniques et financières, particulièrement au niveau territorial. Le MFPE est l'acteur principal qui coordonne la mise en œuvre du PAN 1325. Mais son rôle n'est pas clairement précisé dans le schéma de mise en œuvre du PAN 1325 (à travers le document de projet soumis aux partenaires).¹⁴

Les points focaux genre des ministères sectoriels jouent le rôle d'interface entre le MFPE et les différentes institutions. Cependant, leur mandat « genre » n'est pas clair (souvent confusion entre genre et action sociale), particulièrement dans les délégations provinciales. Ils/elles ne disposent pas de moyens pour mener leurs activités et leur rôle n'est pas valorisé au sein de leurs institutions.

Les ministères sectoriels sont chargés de mettre en œuvre le PAN 1325 (8 ministères identifiés) au niveau sectoriel en collaboration avec le MFPE et les autres acteurs, manquent encore d'appropriation par rapport au PAN 1325, et de manière générale ont une faible prise en compte des questions de genre, tant au niveau de leur politique que de leurs outils opérationnels. Le problème de l'appropriation et mise en œuvre au niveau décentralisé se pose également.

Le PAN 1325 a établi un comité de pilotage interministériel de haut niveau. Il est composé des représentants du gouvernement, notamment les chefs des départements ministériels clés et présidé par le MFPE. Le Comité de pilotage du PAN 1325 (COPIL PAN 1325) est assisté d'un comité technique (CT). Le CT assure le pilotage du PAN 1325. Les membres du comité ont été formés, en octobre 2021, à la connaissance de la résolution 1325 et ont été amenés à développer l'ébauche des objectifs du PAN 1325. Cependant, se pose une fois de plus l'enjeu de la territorialisation de la coordination du PAN 1325, de la mise en œuvre des activités au niveau territorial, de la remontée des données, etc.

- Les titulaires de droits et leurs représentants :

Population tchadienne et réfugiée

La population tchadienne dans toute sa diversité est au centre de l'action. Elle fait partie de ses principales parties prenantes et bénéficiaires. Cette action cible particulièrement les femmes et les filles victimes/survivantes des conflits et des VBG, avec un focus sur celles qui sont en situation de plus grande vulnérabilité, notamment les femmes et les filles réfugiées, déplacées, les femmes vivants avec un handicap. Toutefois, l'implication des hommes et des garçons est également indispensable à l'atteinte des objectifs.

Organisations de la société civile

Les OSC jouent un rôle important et certaines travaillent déjà sur les sujets en lien avec l'agenda FPS. Des OSC, notamment les ONGs et les associations œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix, de l'accès à la justice, des violences basées sur le genre et de la promotion du genre de manière globale, ainsi que les représentants de personnes vivant avec un handicap, et les communautés accueillant des réfugiés et des déplacés internes ont joué un grand rôle en faveur de la paix à travers des actions menées aussi bien au niveau national que communautaire. Elles sont également engagées en faveur d'une transition pacifique, inclusive et tenant compte du genre. Elles ont également contribué à l'élaboration du PAN 1325 et sont également des acteurs importants de sa mise en œuvre, notamment au niveau local auprès des communautés. En plus de l'exécution des activités sur le terrain, elles peuvent suivre et collecter les données auprès des bénéficiaires et contribuer ainsi aux différents cycles d'évaluation de la mise en œuvre de l'action. Au-delà des principales difficultés qu'elles rencontrent, notamment à cause de l'insuffisance de ressources humaines, techniques et financières, leurs capacités se trouvent réduites, à cause aussi de l'intimidation dont elles peuvent être victimes.¹⁵ Au sein des OSC, les parajuristes ont un rôle fondamental en lien avec le PAN 1325. Leur statut est en cours de formalisation au Tchad¹⁶. Ce sont en majorité des femmes, se révèlent être des acteurs efficaces dans la mise en œuvre de la résolution 1325.¹⁷ Les principales organisations de la société qui travaillent avec elles, à savoir l'Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (ATPDH), l'Association des femmes juristes du Tchad (AFJT), Droits de l'Homme sans frontières (DHSF), la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), l'Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad (APLFT), la Cellule de liaison des associations féminines (CELIAF) et le *Public Law Interest Center* (PILC).¹⁸ Des possibles synergies avec le projet « Vivre mieux ensemble – Promotion de la cohabitation pacifique au Tchad » seront développées au profit des OSC.

¹⁴ Compte rendu réunion entre les parties prenantes.

¹⁵ PAMOPAN 1325

¹⁶ ASF 2020, Parajuriste, premier acteur d'impact de l'éducation aux droits et à l'accès à la justice des populations vulnérables au Tchad

¹⁷ PAN 1325

¹⁸ PAN 1325

- Les autres parties prenantes :

Les autorités religieuses et traditionnelles

Les autorités religieuses sont une force importante au Tchad et s'impliquent régulièrement dans les dialogues. La population tchadienne étant majoritairement croyante, les autorités religieuses sont respectées et ont une certaine prégnance et un auditoire certain dans les lieux de culte, de prière ou d'événements sociaux. Leur implication doit être active dans le changement de mentalité et l'adoption de bonnes pratiques.¹⁹ Nous manquons cependant de plus d'information sur leur rôle et implication dans l'agenda FPS. Il en est de même avec les autorités traditionnelles. Celles-ci sont institutionnalisées au Tchad. L'organisation des chefferies traditionnelles a une grande influence sur les différentes communautés au Tchad. Les chefs traditionnels sont les garants de la culture et des traditions et sont à même de contrer les pratiques ancestrales jugées discriminatoires ou néfastes pour leur communauté, notamment vis-à-vis les femmes.²⁰

- Les partenaires techniques et financiers :

L'action se construira en complémentarité et synergie avec les interventions des autres partenaires techniques et financiers intervenant sur la mise en œuvre de l'agenda FPS au Tchad.

A ce titre, nous pouvons mentionner les États membres de l'Union européenne au sein de l'Équipe Europe +, notamment l'Espagne et le Pays-Bas (initiative régionale) (EE) mais aussi la Suisse (+). Une concertation étroite est aussi cherché avec l'UK.

Et d'autre part, nous pouvons mentionner les agences des Nations unies, notamment :

- **ONU Femmes**, qui a déjà soutenu 22 pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le Tchad à développer de manière participative leurs Plans d'action nationaux sur la 1325 et coordonne dans plusieurs pays des programmes visant la mise en œuvre effective de l'agenda FPS. Sur base de cette longue expérience à travers le monde, ONU Femmes a produit beaucoup d'outils et de connaissances dans le domaine. ONU Femmes dispose d'experts sur l'agenda « Femmes, paix et sécurité » au niveau des Pays, du bureau régional et du siège, qu'il peut à tout moment mettre à la disposition du Tchad si besoin. ONU Femmes est en cours d'élaborer un programme multi-bailleurs pour la mise en œuvre du PAN 1325, intitulé PAMOPAN 1325. Cependant, sa capacité et crédibilité au niveau du Tchad reste limitée en termes de ressources humaines (1 personne) et pose la question de la faisabilité de la mise en œuvre d'un programme d'une telle ampleur.
- Dans la réalisation de son mandat de développement, **le PNUD** au Tchad fait de la question du genre une composante essentielle de ses actions visant, dans le cadre de partenariats avec les institutions nationales, la société civile, le secteur privé ainsi que les autres agences onusiennes, à soutenir les initiatives en faveur de la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités et l'exclusion. De nombreux projets en cours et à venir (sur diverses problématiques comme le développement local, la réponse climatique, la prévention et la résolution des conflits, l'accès aux services essentiels, l'entrepreneuriat, etc.) s'inscrivent justement dans l'approche stratégique du PNUD en matière d'égalité du genre, dans la participation au processus de paix. Le PNUD a développé un partenariat étroit avec la partie gouvernementale et principalement avec le MFPE.
- Lead du Domaine de Responsabilité de VBG, du Groupe Thématique Genre et Droits Humains, **UNFPA** assure la coordination des activités de prévention et de réponse. À l'échelle nationale, l'UNFPA a appuyé le MFPE pour l'adoption d'un plan d'Action Nationale pour la 1325 et rédigé un ouvrage « Femmes, paix et sécurité » ; il a également accompagné de la Politique Nationale Genre (2011) avec un plan d'action allant de 2019-2023. L'UNFPA soutient la mise en place de l'Observatoire pour la promotion de l'égalité et l'équité de genre (OPEG) avec une base de données physique centralisée. L'UNFPA accompagne également l'agenda FPS.
- Conformément à son mandat et à l'accord de siège qui le lie à l'Etat tchadien, **le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH)**, observe la situation des droits humains dans le pays hôte, consulte et assiste les autorités compétentes, ainsi que différentes institutions nationales, les organisations de la société civile et d'autres organismes compétents, aux fins de promouvoir et protéger les droits humains. Depuis son installation au Tchad, il collabore avec le gouvernement, la Commission nationale des droits de l'homme, la société civile et d'autres parties prenantes en vue de réformer les lois et politiques discriminatoires du genre.

¹⁹ PAN 1325

²⁰ PAN 1325

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de l'action est de renforcer la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix au Tchad, conformément aux prescriptions de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Trois objectifs spécifiques (OS) sont prévus:

- **OS1.** Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).
- **OS2.** Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.
- **OS3.** Renforcer les capacités nationales centrales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et décentralisées/locales (structures étatiques décentralisées, autorités traditionnelles et religieuses, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effets attendus) correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'OS1 (protection – dans les régions ciblées) :

Produit 1.1. Les instruments juridiques, politiques et les lois nationales, régionales et internationales sur la protection des droits des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG sont connus et compris par les détenteurs d'obligations, les OSC et les titulaires de droits.

Produit 1.2. Les femmes victimes/survivantes des conflits et des VBG bénéficient d'une application plus effective des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux de protection de leurs droits.

Produit 1.3. Les OSC et les femmes activistes et défenseuses des droits des femmes, y compris celles en situation de handicap, disposent de mécanismes de protection de leurs droits et de renforcement de leurs capacités.

Contribuant à l'OS2 (secours et relèvement – dans les régions ciblées) :

Produit 2.1. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG bénéficient d'accès à des services d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale de meilleure qualité.

Produit 2.2. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG, y compris celles en situation de handicap, développent des activités contribuant à leur autonomisation économique.

Produit 2.3. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG bénéficient d'un accès à des mécanismes de justice et de résolution des conflits plus efficaces.

Contribuant à l'OS3 (renforcement institutionnel – dans les régions ciblées et au niveau national) :

Produit 3.1. La coordination intersectorielle et territoriale du PAN 1325 est renforcée.

Produit 3.2. Les capacités (connaissances, production/analyse de données, outils techniques, etc.) des institutions centrales et territoriales sectorielles sont renforcées pour une mise en œuvre et un suivi des activités du PAN 1325.

3.2 Activités indicatives

Il s'agit ici d'une **liste indicative et non-exhaustive** d'activités ; la contribution des activités individuelles à chaque OS est aussi fournie à titre indicatif et non-exhaustif, dans le sens qu'une activité peut contribuer à plusieurs OS et produits.

Objectif spécifique 1 (OS1) : Protection

Activités en lien avec le produit 1.1.

- Organiser des activités de vulgarisation et de sensibilisation au niveau national et territorial sur l'agenda FPS 1325 (contenu de la 1325, engagement du gouvernement sur la mise en oeuvre du 1325, etc.) y compris dans les centres éducatifs.
- Renforcer les capacités de compréhension des textes juridiques sur la protection des droits des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG auprès des OSC.
- Renforcer les capacités de média sur l'agenda FPS et le PAN 1325.
- Organiser des rencontres provinciales sur les enjeux en lien avec l'agenda FPS (conférences, séminaires, forum de bonnes pratiques, etc.).
- Renforcer la capacité de autorités traditionnelles et religieuses sur l'agenda 1325 FPS et discussion autour de leur rôle dans la mise en oeuvre de l'agenda et leur engagement dans le cadre du PAN 1325.
- Organiser des ateliers de sensibilisation pour les hommes et les garçons sur l'agenda FPS et sur l'impact des conflits sur les femmes et les filles, travailler sur les masculinités positives en lien avec la résolution des conflits, etc.

Activités indicatives en lien avec le produit 1.2.

- Appuyer le plaidoyer pour la domestication de la Convention de Kampala.
- Sensibiliser et renforcer les capacités des opérateurs et des acteurs de la justice sur la protection des droits des femmes et des filles victimes/survivantes de conflits et des VBG, conformément aux prescriptions de la résolution 1325.
- Renforcer les capacités du parlement et des parlementaires dans le contrôle de l'application des instruments juridiques de protection des droits des femmes.
- Renforcer les capacités des forces de sécurité de l'Etat sur la protection des femmes victimes/survivantes de conflits et des VBG.
- Appuyer les institutions juridiques dans la collecte de données sur les plaintes présentées par les femmes victimes/survivantes des conflits et des VBG, ainsi que sur l'état des poursuites et jugement en relation avec ces cas.
- Produire des connaissances et des analyses sur l'application effective des instruments juridiques de protection des femmes et filles victimes/survivantes des conflits et des VBG.

Activités en lien avec le produit 1.3.

- Renforcer les capacités de veille et de plaidoyer des OSC travaillant sur l'agenda FPS.
- Réaliser un état des lieux et une capitalisation des actions menées par les OSC dans le cadre de l'agenda FPS.
- Mettre en réseau les OSC travaillant sur l'agenda FPS au niveau national, régional et international.
- Sensibiliser les autorités en charge de la sécurité sur le rôle des femmes activistes et défenseuses des droits de la personne.
- Promouvoir la mise en oeuvre de mécanismes de protection des femmes activistes et défenseuses des droits des femmes, notamment au niveau juridique et politique (au niveau national et international).

Objectif spécifique 2 (OS 2) : Secours et relèvement

Activités en lien avec le produit 2.1.

- Élaborer une cartographie des dispositifs et des besoins en services d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG.
- Adapter et diffuser les protocoles d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG, y compris celles en situation de handicap, auprès des acteurs locaux et communautés, dans les localités ciblées par l'action.
- Former le personnel sanitaire sur l'attention et la prise en charge des femmes et filles victimes/survivantes des conflits et des VBG, y compris celles en situation de handicap.
- Mettre en place des outils de collecte des données sur l'attention et la prise en charge des femmes et filles victimes/survivantes des conflits et des VBG.

Activités en lien avec le produit 2.2.

- Doter les femmes et les filles (particulièrement celles qui sont en situation de plus grande vulnérabilité, par exemple celle en situation de handicap) de capacités (technique, management, marketing, comptabilité, soft skills, etc.) pour développer des activités économiques en lien avec des chaînes de valeur productives et locales.
- Favoriser l'accès des femmes et filles touchées par les conflits et les VBG, aux prêts, à l'épargne et autres produits et services financiers.

- Intégrer les femmes et les filles touchées par les conflits et les VBG dans les réseaux locaux de femmes productrices et/ou créer de tels réseaux s'ils n'existent pas, en fonction des ressources disponibles.

Activités en lien avec le produit 2.3.

- Former des parajuristes dans les provinces ciblées par l'action sur l'aide juridique aux femmes et filles touchées par les conflits et les VBG.
- Déployer et doter en moyens des cliniques juridiques adaptées aux besoins différenciés des femmes et des filles (langues, handicap, localité, etc.) dans les provinces ciblées par l'action.
- Sensibiliser et former les acteurs de la justice traditionnelle et religieuse sur les droits des femmes victimes/survivantes des conflits et des VBG.
- Tester dans une zone pilote, des dispositifs de justice mobile ciblant les cas de femmes victimes/survivantes des conflits et de VBG.
- Renforcer les capacités des femmes, jeunes femmes et les filles dans la gestion des conflits communautaires en lien avec la gestion durable des ressources naturelles et les effets des changements climatiques.
- Développer et diffuser auprès des communautés (les familles, les leader communautaires, écoles, etc.), les informations sur les services d'aide juridique et dispositifs de justice spécifiques pour les cas de VBG.

Objectif spécifique 3 (OS3) :

Activités en lien avec le produit 3.1.

- Appuyer les instances de coordination et de suivi du PAN 1325 au niveau central (MASSNAH, secrétariat général, comité de pilotage, comité technique permanent, etc.).
- Appuyer la mise en œuvre de mécanismes de coordination territoriale du PAN 1325 (points focaux 1325 au niveau des délégations provinciales, etc.).
- Élaborer une feuille de route annuelle et budgétisée sur la mise en œuvre des activités du PAN 1325 au niveau central et territorial
- Appuyer le monitoring et reporting annuel du PAN 1325

Activités en lien avec le produit 3.2.

- Appuyer et renforcer les cellules genre des ministères sectoriels : formation technique sur le genre ; création d'espaces d'échanges, de partage d'expérience et de coordination entre elles ; mise à disposition d'outils.
- Appuyer la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre pour la prise en compte des objectifs sectoriel du PAN 1325 dans les programmes budgétaires des ministères ciblés par le PAN 1325.
- Renforcer les capacités des autorités administratives décentralisées (des provinces ciblées par l'action) pour assurer la mise en œuvre des activités du PAN 1325 au niveau territorial sur la base des analyses de la situation ainsi que la collecte des données concernant les femmes victimes/survivantes des conflits qui ont bénéficiés des activités du PAN 1325.
- Renforcer les capacités d'un pool de femmes et d'hommes au sein des institutions de l'Etat pour leur participation à des instances régionales et internationales en lien avec l'agenda FPS.
- Soutenir la participation aux rencontres/ateliers du réseau national, sous-régional, régional et international de la Résolution 1325.
- Évaluer à mi-parcours le PAN 1325.

3.3 Intégration des questions transversales

Environmental Protection & Climate Change

Évaluation environnementale - Le secteur ciblé n'est pas considéré comme sensible sur le plan environnemental et, par conséquent, une évaluation environnementale stratégique (EES) n'est pas requise. Incidence sur l'environnement - L'action peut être classée dans la catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront abordés lors de la conception).

Risque climatique - L'action présente un risque nul ou faible (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). Toutefois, lors de la conception, les implications du changement climatique seront évaluées en même temps que les aspects environnementaux.

Gender equality and empowerment of women and girls

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique que le programme vise à contribuer à l'égalité femme-homme

à travers une approche fondée sur les droits humains et transformatrice dans la mesure où elle cherche à contribuer à s'attaquer aux causes structurelles des inégalités de genre.

La présente action repose sur une analyse genre menée par la DUE (Profil Genre du Tchad) en 2021 cette analyse a permis d'établir les priorités du Country Level Implementation Plan (CLIP) en matière de genre. L'action incorpore aussi les constats de l'analyse genre et sur une identification menée avec les acteurs clés de la mise en œuvre du PAN 1325 au Tchad.

L'action se situe dans le prolongement de l'appui de l'UE à la Politique national genre et son Plan d'action et s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 de l'UE (GAP III) et du CLIP. Elle contribuera spécifiquement au domaine d'engagement « Femmes, paix et sécurité ». Elle sera également en cohérence avec l'Agenda 2030 (ODD 5).

L'action s'attachera à produire des données désagrégées par sexe/âge et handicap et faire le suivi des indicateurs sensibles au genre (notamment ceux du GAPIII).

Sur le plan opérationnel, l'action cherchera à renforcer les capacités en matière d'approche genre, de toutes les parties prenantes intervenant sur le programme. Et finalement, l'action cherchera à promouvoir une communication basée sur les principes d'égalité de genre et de non-discrimination (langage inclusif, messages et images positives et non stéréotypées des femmes et des hommes comme acteur du changement, etc.)

Human Rights

L'action s'aligne avec les engagements internationaux et régionaux du Tchad en matière de droits humains. Le pays a en effet ratifié les principaux traités et conventions concernant la promotion et la protection des droits humains. A travers une approche basée sur les droits humains, l'action veillera à l'application des principes fondamentaux opérationnels : transparence, participation, redevabilité, non-discrimination et respect de tous les droits humains dans toutes les activités. Une attention particulière sera accordée à ces principes lors de la mise en œuvre des activités, en favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et en maximisant la participation des personnes en situation de plus grande vulnérabilité parmi les groupes cibles considérés par cette action. L'action implique également un renforcement des acteurs institutionnels afin qu'ils puissent répondre à leurs engagements en matière d'égalité de genre mais également un renforcement des capacités des titulaires de droits et de leurs représentants afin qu'ils puissent connaître, revendiquer et exercer pleinement ces droits.

L'action sera finalement construite et mise en œuvre sur le principe de « ne laisser personne pour compte » et celui de « ne pas nuire ».

Disability

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE sur le handicap mentionnés dans la section 1.1, cette action est étiquetée comme D1. Cela implique que l'action est pertinente pour améliorer les droits des personnes vivant avec un handicap et assurer leur inclusion social et économique, notamment des femmes et des filles en situation de handicap, et particulièrement celles qui sont victimes/survivantes des conflits et des VBG, parmi les populations locales mais également parmi les femmes et filles déplacées et réfugiées. Les données en lien avec l'action veilleront à rendre visible la situation des femmes et des filles en situation de handicap.

Reduction of inequalities

La réduction des inégalités est un objectif significatif de l'action, elle est donc classée I-1. Au Tchad, de fortes inégalités socio-économiques persistent. La Banque Mondiale estime que 42,3% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'extrême pauvreté (\$2,15/jour par habitant, PPA 2017) reste également élevée dans le pays et a augmenté de manière significative, passant de 31,2% en 2018 à 34,9% en 2021 et 35,4% en 2023 . L'économie du pays a été affecté par les impacts du COVID-19 et de l'inflation liée à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

L'Action répond ainsi à ces enjeux en ciblant les populations les plus défavorisées et marginalisées. Elle veillera par ailleurs à appliquer les principes de participation et de dialogues avec les bénéficiaires, de responsabilité et de transparence.

Democracy

En impliquant toutes les parties prenantes à chaque étape de la mise en œuvre de l'action, l'objectif est de promouvoir une approche participative qui offre à chacun l'occasion d'exprimer ses opinions. Une attention particulière sera portée à l'engagement de la société civile, en particulier sur les associations de femmes actives dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'Agenda FPS.

Conflict sensitivity, paix and résilience

L'objectif principal de cette action cible la réalisation de l'agenda femmes paix et sécurité au Tchad, à travers un appui au gouvernement du Tchad pour une mise en œuvre effective du PAN 1325, notamment dans les zones où

les enjeux liés aux conflits sont particulièrement présents. Cette action vise ainsi à contribuer à la stabilité et la paix au Tchad à travers le renforcement de la protection des femmes, des filles dans leur diversité, mais également à travers des réponses visant au secours et relèvement de ces titulaires de droits. L'action cherchera également à renforcer les capacités institutionnelles du Tchad pour que le pays puisse honorer ses engagements dans le cadre de l'agenda FPS.

Disaster Risk Reduction

N/A

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Élevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Élevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement Externe	La détérioration de la situation sécuritaire du pays.	M	H	Démarche inclusive et participative de tous les acteurs et partenaires du programme pour la définition des orientations en relation avec l'évolution de la situation. Ceci sera fait à travers la tenue régulière des rencontres avec les partenaires de mise en œuvre. Partenariat avec des organisations locales ayant une assise dans les zones en insécurité. Dans l'Est (proximité guerre Soudan), l'action sera ancrée dans un dispositif nexus. Dans le corridor stratégique, les synergies avec des interventions structurantes y compris sous EFSD+ dans le cadre du Global Gateway devront contribuer à stabiliser le contexte.
Environnement Externe	Faible appropriation des structures étatiques déconcentrées à soutenir durablement les changements recherchés en matière d'implication des femmes aux initiatives communautaires de consolidation de la paix à travers la mise en œuvre du programme.	M	H	- Renforcement des capacités et implication des structures techniques déconcentrées à la mise en œuvre du programme dans les zones ciblées. - Sensibilisation des décideurs au niveau central pour l'appropriation et le leadership dans la mise en œuvre du PAN 1325. - Mobilisation des acteurs non-gouvernementaux (y compris autorités traditionnelles) et priorisation des activités transformatrices au niveau des communautés ; l'action évitera des activités de substitution.
Environnement Externe	Persistance des conflits communautaires liée aux sources de divisions antérieures, à l'impunité et au faible accès aux	H	H	Renforcement des capacités des organisations des femmes à base communautaire travaillant déjà sur la cohésion sociale pour organiser régulièrement des séances de sensibilisation des communautés des zones à forte tension sur les dividendes de la paix et la gestion pacifique des conflits.

	moyens de production.			
Environnement Interne	Durabilité des effets du projet.	M	H	Appuyer la mise en place de dispositifs institutionnels de pérennisation de toutes les initiatives du projet impliquant toute la communauté de la zone d'intervention du projet. Documentation des bonnes pratiques de gestion utilisées au cours de la mise en œuvre du projet

Lessons Learned:

Plusieurs leçons ont été tirées et des recommandations formulées régulièrement dans les rapports annuels du Secrétaire général des Nations-unies sur la mise en œuvre de l'Agenda FPS. Le présent Programme d'appui à la mise en œuvre du PAN 1325 prend en compte les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'Agenda FPS dans d'autres pays de la région avec des contextes un peu similaires au Tchad comme le Mali, le Niger, le Nigeria, le Liberia, et des projets en cours du système des Nations unies. Les principales leçons qui seront prises en compte sont, entre autres, les suivantes:

- Nécessité de mise en place d'un mécanisme solide de coordination de la mise en œuvre du PAN 1325 : pour que le PAN 1325 soit effectivement mise en œuvre il faut un mécanisme de coordination solide avec un comité stratégique de pilotage, un ministère chef de file mais également un Secrétariat de coordination avec un personnel multidisciplinaire qui ne travaille que sur ça à temps plein. Ce mécanisme a besoin d'un accompagnement technique et financier pour plus de capacités. Ce projet tiendra compte de cette leçon à travers les mécanismes prévus dans le cas du Tchad.

- Appropriation nationale et mise en œuvre du PAN 1325 par plusieurs ministères sectoriels : la responsabilité de mise en œuvre du PAN revient à plusieurs ministères et il est important qu'ils intègrent les priorités du PAN dans leur planification et budgétisation. Au Mali par exemple, il avait été noté que les difficultés d'appropriation des deux PAN 1325 précédents par des structures clés (ministères sectoriels, Assemblée nationale, mécanismes de paix) étaient le résultat de leur manque de connaissances et de capacités. Sur la base de cette leçon, le programme d'appui au PAN 1325 du Tchad envisage un appui institutionnel pour ces acteurs, notamment pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer les plans sectoriels à travers les « Cellules Genre ».

- Nécessité de localisation des PAN : il a été constaté que pour plus de résultats, il faut s'assurer de la mise en œuvre de l'agenda femmes paix et sécurité au niveau de la base à travers la localisation des PAN. D'où le présent Programme qui intégrera cette attente en apportant une approche territoriale du PAN 1325 et de son plan de communication. Cela permettra d'élaborer des plans d'action au niveau provincial et dans les communautés pilotes de l'Est, du Sud, du Nord, et du Lac pour accroître l'appropriation du PAN 1325 par les acteurs locaux. Cela facilitera également la collecte de données dans les zones difficiles d'accès en raison de l'insécurité.

- Besoin d'une situation de référence : c'est ce mécanisme qui permet d'évaluer les progrès accomplis et résultats atteints. Il nécessite l'élaboration d'une situation de référence (ligne de base) et d'une collecte régulière des données. L'action s'appuiera sur les mécanismes existants au niveau provincial, départemental et local de coordination pour permettre une cartographie plus précise des parties prenantes et la mise en place d'une base de données utile. À cette fin, le PAN entend utiliser les outils des technologies de l'information et de la communication qui permettront aux mécanismes de coordination d'alimenter eux-mêmes progressivement la base de données. Pour mieux capitaliser les acquis, le système de suivi et de reporting, ainsi que les capacités des partenaires nationaux impliqués et la gestion des connaissances devront être renforcées.

- Rôle important de la société civile et des organisations de défense des droits des femmes : dans tous les pays ayant développé des PAN, les organisations féminines jouent un rôle important dans le plaidoyer et dans la mise en œuvre des activités de terrain. D'où le besoin de les inclure dans la coordination et les appuyer techniquement et financièrement pour qu'elles contribuent à la mise en œuvre du PAN. L'action devra capitaliser les projets de renforcement des capacités des OSC en cours au Sud et à l'Est tels que le projet « Le défi de la crise oubliée au Tchad : les organisations de la société civile luttent contre les violences de genre » et le projet « Jeunesse en action pour l'avenir du Tchad » et travailler en synergie avec les actions « Programme d'entrepreneuriat agroalimentaire (PEA) et avec le projet PAPPE/FED (Projet d'appui au Parlement et aux processus électoraux) qui pourrait assurer un « mainstreaming » institutionnel post-électoral. Des possibles synergies avec le projet « Vivre mieux ensemble – Promotion de la cohabitation pacifique au Tchad » seront développées au profit des OSC. Une attention particulière

sera accordée aux organisations de défense des droits des personnes handicapées, car la violence sexiste à l'encontre des femmes handicapées reste encore invisible.

- Partage d'expériences et apprentissage : le Tchad étant à son premier PAN aura besoin d'apprendre des expériences d'autres pays. Au niveau mondial, ONU Femmes facilite le partage d'apprentissage entre différents pays mettant en œuvre des plans d'action nationaux à travers une communauté d'apprentissage appelée « Communauté de pratique » où les bonnes pratiques et les outils sont partagés ainsi que ceux du Réseau global des points focaux genre (<https://wpsfocalpointsnetwork.org/>). Le présent programme s'enrichira des bonnes pratiques de cette communauté. Par ailleurs, le programme organisera des visites d'étude Sud-Sud pour les membres du Comité de pilotage pour des échanges, partages d'expériences et de mise en réseau entre le Tchad et d'autres pays. Cela permettra également de partager les leçons apprises du programme du Tchad au niveau régional et international.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est la suivante :

Si (1) la connaissance et l'application effective auprès les populations et dans les régions précises, des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG est améliorée 1) à travers plus de connaissance et plus de compréhension par les détenteurs d'obligation, les OSC et les titulaires de droits sur ces instruments juridiques, politiques et lois nationales, régionales et internationales sur la protection des droits des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG; 2) par une application plus effective de ces instruments et 3) par une plus grande protection des OSC et des femmes activistes et défenseuses des droits des femmes ;

Si (2) les femmes et des filles touchées par les conflits et par les VBG, en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent et suivant une approche de développement territorial intégrée, bénéficient d'une meilleure protection pendant et après les conflits, ont un meilleur accès aux services de base, notamment 1) aux services d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale de meilleure qualité, 2) aux services leur permettant de développer des activités contribuant à leur autonomisation économique, et également 3) à des mécanismes de justice et de résolution des conflits plus efficaces ce qui contribuent à leur secours et relèvement post conflits;

Si (3) les capacités locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales religieuses et administratives, collectivités territoriales, etc.) et nationales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) sont renforcées pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325, par 1) un renforcement des capacités (connaissances, outils techniques, etc.) des institutions centrales et territoriales sectorielles pour une mise en œuvre et un suivi des activités du PAN 1325 ; 2) une coordination intersectorielle et territoriale du PAN 1325; 3) mise en œuvre d'une approche de développement territorial intégré en complément à la mise en œuvre du Global Gateway pour assurer de coupler nos investissements avec un développement communautaire effectif respectant des valeurs et droits notamment des femmes et 4) grâce à la production des connaissances et des données quantitatives et qualitatives sur la situation globale et la mise en œuvre du PAN 1325 au niveau central et territorial

Alors, la prévention et le règlement des conflits, ainsi que la consolidation de la paix au Tchad, se réalisera conformément aux prescriptions de l'agenda FPS.

Parce que, d'une part, les études ont montré que la participation des femmes dans les processus de paix augmente la chance d'aboutir à une paix durable. Cela reste valable dans le contexte du Tchad. La participation des femmes dans les mécanismes de paix prévus par la transition et après transition est cruciale. En effet c'est pendant cette période que seront mis en œuvre les éléments de l'accord de paix de Doha, seront organisées les élections et la revue de plusieurs textes de lois.

Et d'autre part, selon un constat établi dans plusieurs pays, il est avéré que le processus de paix et les contextes de crise sont souvent une opportunité pour l'avancement des droits des femmes, la période post-conflit étant en effet une période propice aux changements. Dans le contexte actuel du Tchad, la prise en compte du genre permettra de jeter les bases pour une meilleure justice sociale et une gouvernance participative mais aussi pourra constituer un tournant pour un bond en faveur de l'égalité. La mise en application de la Résolution 1325 est la principale base sur laquelle s'appuyer afin que les femmes tchadiennes soient parties prenantes de ce processus en tant que citoyennes actrices de la paix et qu'elles puissent également bénéficier des dividendes de la paix en saisissant les opportunités qui s'offriront à la suite des changements de lois et de politiques.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en oeuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en oeuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Results	Results chain (@): Main expected results (maximum 10)	Indicators (@): (at least one indicator per expected result)	Baselines (values and years)	Targets (values and years)	Sources of data	Assumptions
Impact	Contribuer à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix au Tchad, conformément aux prescriptions de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.	1. L'index WPS (Georgetown WPS index).	1. 163/177 (score 0.462) 2. À définir	1. À définir 2. À définir	1. Site web de l'Index WPS	<i>Not applicable</i>
Objectif spécifique 1 (Outcome 1/OS1)	1. Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).	1.1. Pourcentage de cas de violence sexuelle et sexiste à l'encontre qui sont signalés, qui font l'objet d'une enquête et qui sont condamnés (désagrégué par sexe, âge et handicap) (indicateur R 1325).	1.1. Défini par la ligne de base	1.1. À définir	1.1. Base de données du ministère de la justice, et FNUAP	Les données sont disponibles, accessibles et actualisées
Objectif spécifique 2 (Outcome 2/OS2)	2. Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base holistiques y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.	2.1. Nombre de femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG) bénéficiaires des activités de secours et relèvement (désagrégué par sexe, âge, handicap et localité).	2.1. Défini par la ligne de base	2.1. À définir	2.1. Rapport périodique de suivi de la mise en oeuvre	Les conditions sécuritaires permettent le déploiement des activités
Objectif spécifique 3 (Outcome 3/OS3)	3. Renforcer les capacités nationales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.	3.1. Part du budget de l'État pour l'atteinte de résultat du PAN 1325 (indicateur R 1325).	3.1. Défini dans la budgétisation du PAN 1325	3.1. À définir	3.1. Loi de finances annuelle	La programmation budgétaire des ministères sectoriels impliqués dans le PAN 1325 intègre des objectifs et des indicateurs en lien avec le PAN 1325
Produit 1.1 (P1.1/ Output 1)	1.1. Les instruments juridiques, politiques et les lois nationales, régionales et internationales sur la protection des droits des femmes et des filles touchées	1.1.1. Nombre d'activités de vulgarisation et de sensibilisation organisée par type de cible (avec des données ventilées par	1.1.1. À définir	1.1.1. À définir	1.1.1. Rapport d'activité, avec les cibles et le nombre de	La situation sécuritaire permet de conduire ces

relating to Outcome 1)	par les conflits et les VBG sont connus et compris par les détenteurs d'obligations, les OSC et les titulaires de droits.	population générale, média, femmes/hommes, écoles, autorités religieuses et traditionnelles, etc.), provinces et départements ciblés. 1.1.2. Nombre de rencontres (nationale/régionale) organisées sur l'agenda FPS.	1.1.2. À définir	1.1.2. À définir	personne touchée, dans les différentes localités 1.1.2. Rapport d'activité avec des recommandations pour le comité de pilotage du PAN 1325, liste des participant.e.s	actions, avec l'autorisation du gouvernement
Produit 1.2 (P1.2/Output 2) relating to Outcome 1)	1.2. Les femmes victimes/survivantes des conflits et des VBG bénéficient d'une application plus effective des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux de protection de leurs droits.	1.2.1 Nombre d'heures de formation par personne (désagrégué par sexe) du personnel décisionnel des institutions du secteur de la sécurité et de la justice, pour traiter les cas de violence sexuelle et sexiste (indicateur R 1325). 1.2.2. Taux d'opérationnalisation du système de collecte de données (désagrégué par sexe, âge, handicap, localité) sur les violences sexuelles et sexistes (GAPIII)	1.2.1. Défini par le diagnostic des besoins 1.2.2. A définir	1.2.1. À définir 1.2.2. #80%	1.2.1. Rapport d'activité avec évaluation des connaissances, liste de participant.e.s 1.2.2. Base de données FNUAP	Le top management des institutions ciblées facilite la prise de contact et la conduit des activités
Produit 1.3 (P1.3/Output 3) relating to Outcome 1)	1.3. Les OSC et les femmes activistes et défenseuses des droits des femmes disposent de mécanismes de protection de leurs droits et de renforcement de leurs capacités.	1.3.1. Nombre d'heures de formation par personne (désagrégué par sexe) d'OSC des défenses des droits des femmes/paix et sécurité formée en matière de veille et plaidoyer sur le PAN 1325. 1.3.2. Degré de capacité des OSC, des femmes activistes et des défenseuses des droits des femmes à travailler en toute indépendance sans craindre pour leur sûreté et leur sécurité (GAPIII).	1.3.1. Défini par le diagnostic des besoins 1.3.2. Défini par la ligne de base	1.3.1. À définir 1.3.2. À définir	1.3.1. Rapport d'activité, liste de présence et communiqué de presse des OSC 1.3.2. Enquête de perception	Les appuis aux OSC répondent à leur demande

Produit 2.1 (P2.1/ Output 1 relating to Outcome 2)	2.1. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG bénéficient d'accès à des services d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale de meilleure qualité.	<p>2.1.1. Nombre de victimes/survivants des conflits ou des VBG accédant à des services d'aide à l'intégration socio-économique et d'aide psychosociale, ventilé au moins par sexe, âge, handicap, localité (GAPIII).</p> <p>2.1.2. Nombre de dispositifs d'attention et de prise en charge sanitaire et psycho-sociale mis à niveau et adapté aux besoins des femmes et des filles touchées par les conflits et les VBG, y comprise les femmes et les filles en situation de handicap (par localité).</p> <p>2.1.3. Nombre d'heures de formation par personne (désagrégué par sexe) du personnel sanitaire sur le protocole de prise en charge et modalités de prise en charge intégrale des femmes et filles victimes/survivantes des conflits et des VBG, y comprise les femmes et les filles en situation de handicap..</p>	<p>2.1.1. Défini par la ligne de base</p> <p>2.1.2. Défini par le diagnostic des besoins</p> <p>2.1.3. Défini par le diagnostic des besoins</p>	<p>2.1.1. A définir</p> <p>2.1.2. À définir</p> <p>2.1.3. À définir</p>	<p>2.1.1. Rapport de suivi des activités + registre d'admission des centres</p> <p>2.1.2. Rapport d'activité et enquête de satisfaction des utilisateurs.trices</p> <p>2.1.3. Rapport d'activité avec évaluation des connaissances et liste de présence</p>	<p>Un état des lieux des besoins sera conduit.</p> <p>Il existe déjà au niveau national un modèle de protocole d'attention et de prise en charge des VBG</p>
Produit 2.2 (P2.2/Output 2 relating to Outcome 2)	2.2. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG développent des activités contribuant à leur autonomisation économique.	2.2.1. % des personnes ayant bénéficié des appuis à leur autonomisation économique qui ont augmenté leur moyen de subsistance et revenu (désagrégué par sexe, âge, handicap et localité).	2.2.1. Défini par la ligne de base	2.2.1. À définir	<p>2.2.1. Rapport d'activité, évaluation des connaissances (ou certificat de niveau), liste de présence</p> <p>2.2.2. Rapport de suivi des activités</p>	Un état des lieux des besoins sera conduit
Produit 2.3 (P2.3/Output 3 relating to Outcome 2)	2.3. Les femmes et les filles touchées par les conflits et par les VBG bénéficient d'un accès à des mécanismes de justice et de résolution des conflits plus efficaces.	2.3.1. Nombre de services de conseil juridique spécialisé dans les questions de FPS, dont nombre de services opérant dans des zones rurales isolées (désagrégué par localité).	2.3.1. Défini par le diagnostic des besoins	<p>2.3.1. À définir</p> <p>2.3.2. À définir</p>	2.3.1. Rapport d'activité (nombre de personne formée, localité ciblée, nombre et type de	Un état des lieux des besoins sera conduit

		<p>2.3.2. Nombre de personnes qui reçoivent des conseils, un refuge ou d'autres services de soutien pour faire face à la violence fondée sur le genre (désagrégué par sexe, âge, handicap, localité).</p> <p>2.3.3. Nombre de cas de VBG traité par la justice religieuse et traditionnelle utilisant un cadre fondé sur les droits humains et l'égalité des sexes. (désagrégué par localité).</p>	<p>2.3.2. Défini par la ligne de base</p> <p>2.3.3. Défini par la ligne de base</p>	2.3.3. À définir	<p>visite effectuée dans les localité, recommandations, etc.)</p> <p>2.3.2. Rapport des activités avec registre des personnes utilisant les services</p> <p>2.3.3. Rapport d'activité comprenant un mécanisme de suivi des décisions</p>	Les autorités locales ne s'opposent pas au développement de ces services sur leur territoire (Accord préalable pour les interventions territoriales)
<p>Produit 3.1 (P3.1/Output 1 relating to Outcome 3)</p>	3.1. La coordination intersectorielle et territoriale du PAN 1325 est renforcée.	<p>3.1.1. Taux de réalisation de la feuille de route annuelle du PAN 1325 budgétisée (désagrégué par année).</p> <p>3.1.2. Taux de réalisation du reporting annuel du PAN 1325 (désagrégué par année).</p>	<p>3.1.1. #0</p> <p>3.1.2. #0</p>	<p>3.1.1. #100%</p> <p>3.1.2. #100%</p>	<p>3.1.1. Compte-rendu de la réunion de validation de la feuille de route par le comité de pilotage du PAN 1325 et publication sur le site du MFPPE</p> <p>3.1.2. Compte-rendu de la réunion de validation du rapport annuel par le comité de pilotage du PAN 1325 et publication sur le site du MFPPE</p>	Le comité de pilotage et le comité technique du PAN 1325 est opérationnel
<p>Produit 3.2 (P3.2/Output 2</p>	3.2. Les capacités (connaissances, outils techniques, etc.) des institutions centrales et territoriales sectorielles sont renforcées	3.2.1. Nombre de personnes bénéficiaires des renforcements des capacités pour la mise en oeuvre du PAN 1325, au niveau des directions	3.2.1. Défini par le diagnostic des besoins	<p>3.2.1. À définir</p> <p>3.2.2. #80%</p>	3.2.1. Rapport des activités et évaluation des	L'accord préalable du top management

relating to Outcome 3)	pour une mise en œuvre et un suivi des activités du PAN 1325.	provinciales et départementales (désagrégé par sexe et localité) 3.2.2. Taux de point focaux genre des ministères sectoriels (au niveau central et décentralisé) ayant acquis des compétences nécessaires pour mettre en oeuvre son mandat (désagrégé par sexe)	3.2.2. Nombre de point focaux genre		compétences acquises 3.2.2. Rapport des activités et évaluation des compétences acquises	des ministères sectoriels est facilité par le comité de pilotage du PAN 1325
-------------------------------	---	--	-------------------------------------	--	---	--

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera à ce que les règles et procédures de l'UE relatives à l'octroi de financements à des tiers soient respectées, y compris les procédures d'examen, le cas échéant, et la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.²¹

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Objet des subventions : la totalité des activités des OS1 et OS2.

Des subventions (partage géographique par provinces ciblées, à savoir Est et Sud) contribueront à atteindre les objectifs spécifiques 1 et 2 à savoir :

L'OS1. Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).

L'OS2. Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base holistiques y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.

a) Type de demandeurs visés pour l'OS 1 et OS 2

Les demandeurs visés sont notamment : les organisations non gouvernementales et de la société civile, les organisations internationales, les fondations, les centres et instituts de recherches, les centres culturels, les médias, et les universités.

²¹ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants:

- Une entité ayant de l'expertise dans des projets d'égalité femmes-hommes
- Une entité ayant de l'expérience préalable sur les thématiques en lien avec l'agenda Femme, Paix et Sécurité au Tchad ou dans d'autres pays ayant des caractéristiques similaires
- Une entité installée au Tchad avant la date de la décision de la présente action ou prête à s'installer au Tchad pour la mise en œuvre de ce projet
- Une entité ayant la capacité opérationnelle et financière pour mettre en œuvre ce projet.

Cette entité sera en charge de la mise en œuvre de **l'objectif spécifique 3**: Renforcer les capacités nationales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.

Concrètement pour les résultats suivants :

Produit 3.1. La coordination intersectorielle et territoriale du PAN 1325 est renforcée.

Produit 3.2. Les capacités (connaissances, production/analyse de données, outils techniques, etc.) des institutions centrales et territoriales sectorielles sont renforcées pour une mise en œuvre et un suivi des activités du PAN 1325.

4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

-En cas d'échec de gestion directe, les **OS 1** (Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG)), et **OS 2** (Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base holistiques y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale) de l'action seront mis en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera en charge de l'exécution de l'action, et qui sera sélectionnée selon les critères suivants :

- Une entité ayant de l'expertise et une expérience avérées dans des projets d'égalité femmes-hommes
- Une entité ayant de l'expérience préalable et de l'expertise sur les thématiques en lien avec l'agenda FPS au Tchad et ainsi que dans d'autres pays ayant des caractéristiques similaires
- Une entité installée au Tchad avec expérience avérée

-En cas d'échec de gestion indirecte, l'**OS 3** Renforcer les capacités nationales centrales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et décentralisées/locales (structures étatiques décentralisées, autorités traditionnelles et religieuses, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.

Subventions (gestion directe)

a) Type de demandeurs visés : sont notamment : les organisations non gouvernementales et de la société civile, les organisations internationales, les fondations, les centres et instituts de recherches, les centres culturels, les médias, et les universités

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives²²	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en oeuvre – voir section 4.4	
Objectif Spécifique 1 Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 625 000
Objectif Spécifique 2 Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base holistiques y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	2 625 000
Objectif Spécifique 3 Renforcer les capacités nationales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.	
Gestion indirecte avec les entités chargées de l'exécution – cf. section 4.4.2	600 000
Subventions – enveloppe totale sous la section 4.4.1	5 250 000
Évaluation – cf. section 5.2	150 000
Audit – cf. section 5.3	
Totaux	6 000 000

²² N.B: The final text on audit/verification depends on the outcome of ongoing discussions on pooling of funding in (one or a limited number of) Decision(s) and the subsequent financial management, i.e. for the conclusion of audit contracts and payments.

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Pour assurer le suivi de l'exécution du Projet, un comité de pilotage co-présidé par le MFPE, l'ONU Femmes, des OSC et la DUE sera mis en place et composé des structures clés. Ce comité de pilotage sera mis en place au démarrage et s'occupera, durant la mise en œuvre, de l'orientation stratégique, la coordination et la concertation globale entre les différents résultats. Le Comité de Pilotage se réunira, en principe, une fois tous les six mois ; la fréquence pourra être réévaluée, sur base des besoins de pilotage du Projet.

Le Comité de pilotage sera appuyé par un comité technique composé des représentants des parties prenantes. Ce dispositif vise en premier lieu, à assister et préparer les sessions du Comité de Pilotage, l'amélioration de l'efficacité du pilotage, la coordination et l'échange d'informations entre les composantes, collecter les données relatives aux performances des structures et les rapporter au Comité de Pilotage, faciliter la compilation et l'exploitation analytique des rapports techniques et financiers et des résultats de performance.

Le schéma institutionnel sera finalisé avant le démarrage de l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du ou des partenaire.s chargé.s de la mise en œuvre. À cette fin, le.s partenaire.s chargé.s de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élaborent régulièrement des rapports d'avancement (trimestriels et annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport rend compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Tous les suivis et rapports doivent évaluer comment l'action tient compte du principe d'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes handicapées, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs doivent être ventilés au moins par sexe, âge et handicap.

La Délégation de l'Union européenne peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultant.e.s indépendant.e.s directement recruté.e.s par elle pour réaliser des contrôles de suivi indépendants.

Le suivi des partenaires de mise en œuvre visera à collecter et analyser des données pour renseigner sur les progrès réalisés dans l'atteinte des 'outcomes'. Il permettra ainsi d'alimenter les processus décisionnels au niveau de la gestion du programme et de rendre compte de l'utilisation des ressources.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale de la présente action par des consultant.e.s indépendant.e.s dans le cadre d'un contrat avec la Délégation de l'Union européenne au Tchad.

Les évaluations seront réalisées à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte du suivi des recommandations résultant des processus de dialogue avec

les différents partenaires au niveau national et des mécanismes d'appui à la société civile et de participation des populations devront également être évaluées.

Les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

La Délégation de l'Union européenne informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le.s partenaire.s chargé.s de la mise en œuvre collaborent de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Délégation peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Toutes les entités mettant en œuvre des actions extérieures financées par l'UE ont l'obligation contractuelle d'informer les publics concernés du soutien apporté par l'Union européenne à leurs travaux en affichant l'emblème de l'UE et, le cas échéant, une brève déclaration de financement sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. À cette fin, ils doivent se conformer aux instructions fournies dans le document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022 (ou tout document qui lui succédera).

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Délégation, le pays partenaire, les prestataires de services, les bénéficiaires de subventions ou les entités mandatées ou déléguées, telles que les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE. Dans chaque cas, une référence aux obligations contractuelles correspondantes doit être incluse dans la convention de financement, la passation de marchés et les contrats de subvention respectifs, ainsi que dans les conventions de contribution.

Afin de renforcer la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Délégation peut signer ou conclure des déclarations communes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et pour protéger les intérêts financiers de l'Union. Les mesures de communication et de visibilité devraient également promouvoir la transparence et la responsabilité concernant l'utilisation des fonds. L'efficacité des activités de communication sur la sensibilisation à l'action et à ses objectifs ainsi que sur le financement de l'action par l'UE devrait être mesurée.

Les partenaires chargés de la mise en œuvre tiennent la délégation/le bureau de l'UE pleinement informés de la planification et de la mise en œuvre d'activités spécifiques de visibilité et de communication avant la mise en œuvre. Les partenaires chargés de la mise en œuvre assureront une visibilité adéquate du financement de l'UE et rendront compte des actions de visibilité et de communication ainsi que des résultats de l'action globale aux comités de suivi compétents.

Pour la communication sur les initiatives de l'Équipe Europe, l'UE et ses États membres peuvent s'appuyer sur les orientations spécifiques relatives à l'identité visuelle de l'Équipe Europe.

Les actions de communication et de visibilité dans le cadre du présent Programme seront coordonnées, toutes les fois que cela est pertinent et possible, avec la communication du pays partenaire sur la politique elle-même et/ou ses résultats.

Ces actions seront complémentaires du Projet d'appui à la communication de l'UE au Tchad, qui vise des actions de visibilité et communication transversales des actions de l'UE au Tchad à l'adresse du grand public.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Action level (i.e. Budget Support, blending)		
<input type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Group of actions level (i.e. top-up cases, different phases of a single programme)		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	S/O
Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Suvention
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Convention de contribution (CC).
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Group of contracts 1	S/O